

Introduction

Depuis janvier 2002, Madagascar est entré dans une phase de crise politique qui a eu des répercussions tant sur la vie économique que sociale du pays. Quand la place de l'agriculture dans le quotidien de la large majorité de la population est aussi importante qu'à Madagascar et que la pauvreté qui sévit est tout autant un phénomène rural qu'agricole (Razafindravonona et al., 2001), les éventuels impacts sur le secteur agricole méritent largement l'attention.

Pour ce faire, nous nous sommes servis des données collectées sur 72 Communes dans les provinces d'Antananarivo, Fianarantsoa et Mahajanga pendant le mois de Juin par le Programme Ilo, en collaboration avec l'INSTAT et FOFIFA. Les fivondronana d'appartenance de ces Communes ont été choisis de manière à être représentatifs de leurs provinces respectives. La présente étude porte essentiellement sur les impacts de la crise politique sur les secteurs agricole et de l'élevage.

Etant donné l'urgence de la situation, on a opté pour l'obtention des données au niveau de chaque Commune par l'intermédiaire d'un focus group – entretien de groupe réunissant tant des responsables communaux que divers acteurs sectoriels. Cette procédure présente l'avantage de réunir des données ayant le consentement de la majorité dans un bref délai. L'inconvénient est le problème de quantification exacte.

1. Impact sur la production de cette année

La production de cette année n'est pas affectée par la crise et ses impacts.

Comme le calendrier cultural était déjà entamé avant le début de la crise, le Tableau 1 nous montre que les rendements de cette année-ci sont environ les mêmes que ceux de l'année dernière. Ceci est le cas dans les trois provinces enquêtées.

Tableau 1: Rendements de 2001 et 2002 (en kg/hectare) – perception des focus group

Produits	Année 2001	Année 2002
Riz	2566	2433
Mais	1831	1857
Patate douce	5576	5616

2. Le revenu agricole et le revenu de l'élevage

Selon les estimations du focus group, le revenu agricole et le revenu de l'élevage ont diminué respectivement de 38% et 31% en comparaison de l'année dernière.

Dans l'ensemble, le revenu agricole et le revenu monétaire de l'élevage ont diminué respectivement d'environ 38% et de 31% par rapport à leur niveau respectif de l'année précédente (Tableau 2). Parmi les trois provinces, Mahajanga a le plus souffert car elle voit ses revenus agricole et d'élevage réduits de moitié. Avec un effet relativement moindre dans le secteur élevage, la province de Fianarantsoa enregistre aussi une baisse considérable de son revenu agricole. Ceci est surtout problématique étant donné que Fianarantsoa est la province la plus pauvre de Madagascar (Razafindravonona et al., 2001). Le milieu rural de la province d'Antananarivo a le moins souffert.

Tableau 2 : Perception du changement du revenu monétaire et des quantités commercialisées par rapport à l'année 2001 (%)

	Secteur agricole		Secteur élevage	
	Revenu	Quantité	Revenu	Quantité
Antananarivo	-12,9	- 7,9	-14,2	- 6,7
Fianarantsoa	-49,4	-33,3	-27,6	-36,0
Mahajanga	-49,6	-32,0	-51,0	-37,0
<i>Ensemble</i>	<i>-37,6</i>	<i>-24,5</i>	<i>-31,2</i>	<i>-26,8</i>

Cette baisse générale est due à une combinaison de facteurs relatifs à la crise politique. Le manque de carburant pour le transport et la présence des barrages anti-économiques ont conduit, en moyenne, à une diminution du surplus commercial et un changement des prix appliqués aux producteurs.

2.1. Changements dans les quantités commercialisées

La baisse du revenu peut être imputée à la baisse de la quantité commercialisée par les producteurs en comparaison de l'année dernière. D'une part, en prévision de la période de soudure et du fait de l'incertitude liée à l'issue de la crise politique, les paysans ont préféré réduire la part de leur production destinée à la vente, pour assurer leur sécurité alimentaire. D'autre part, l'écoulement des

produits s'est fait au compte-goutte à cause des barrages anti-économiques, de la pénurie de carburant et du manque de collecteurs. D'un autre côté, on voit des Communes où la commercialisation augmente afin de financer l'achat des PPN pour lesquels les prix ont flambé.

Schéma 1 : La quantité commercialisée a diminué parce que le nombre de collecteurs de produits agricoles a diminué.

31% des focus-group des communes disent que les collecteurs étaient rares l'année dernière (Tableau 3). Ce pourcentage a augmenté à 76% cette année-ci. Deux faits ont spécialement contribué à la diminution des collecteurs: le manque de carburant et la présence des barrages anti-économiques, associée aux coupures de ponts dans certaines provinces.

Le tableau 3 montre qu'à mesure qu'on s'éloigne des capitales de provinces, principaux centres de consommation, la rarefaction des collecteurs devient plus problématique tant pour le secteur agricole que pour le secteur élevage. De ce fait pour les régions éloignées des centres urbains de consommation, 42% de la récolte de riz seulement a été exportée hors des limites communales cette année contrairement aux 56% de la production pour 2001.¹

Tableau 3 : Fréquence des collecteurs dans le secteur agricole : pourcentage de réponses « collecteurs fréquents » et « collecteurs rares » (%)

	Année 2001		Depuis la crise	
	Fré- quents	Rares	Fré- quents	Rares
Par distance à la capitale de province				
Proche	37,7	45,8	20,8	62,5
Moyenne	62,5	33,3	8,3	91,7
Grande	83,3	12,5	20,8	75,0
<i>Ensemble</i>	<i>61,1</i>	<i>30,6</i>	<i>16,7</i>	<i>76,4</i>
Par province				
Antananarivo	45,8	45,8	25,0	70,8
Fianarantsoa	79,1	12,5	20,8	66,7
Mahajanga	58,3	33,3	4,2	91,7
<i>Ensemble</i>	<i>61,1</i>	<i>30,6</i>	<i>16,7</i>	<i>76,4</i>

Schéma 2 : La quantité commercialisée a diminué parce que l'incertitude face au futur s'est accrue pour les paysans.

¹ A l'extrême nord de la province de Mahajanga, dans le Fivondronana de Bealanana, le riz part traditionnellement vers la capitale. A cause du barrage au niveau de Maevatanana qui a bloqué tout approvisionnement d'Antananarivo, aucun collecteur n'est venu pour acheter du riz. Ainsi, les revenus agricoles ont baissé de 75 à 50% face à une baisse de la quantité commercialisée de 75%. Pour les Communes où la récolte du riz a déjà été achevée au moment de la visite des enquêteurs, 10% de la production seulement ont pu être exportés hors des limites communales comparé à un taux de 60 à 90% pour l'année dernière.

Le Tableau 4 nous renseigne sur le fait que les régions "dépendantes" se sont plus prémunies contre les risques. En effet, la part de leur production rizicole qu'elles ont exportée cette année a enregistré une baisse de 9 points de pourcentage par rapport à 2001. La commercialisation des produits a aussi diminué de 28%. Parallèlement, les Communes "autosuffisantes", quoique présentant le même type de scénario, ont enregistré des taux de plus faible ampleur : exportation de riz de 53% à 49% et baisse de la quantité commercialisée de 18% par rapport à 2001.

Tableau 4 : Exportation de riz en dehors de chaque Commune et commercialisation agricole par les paysans

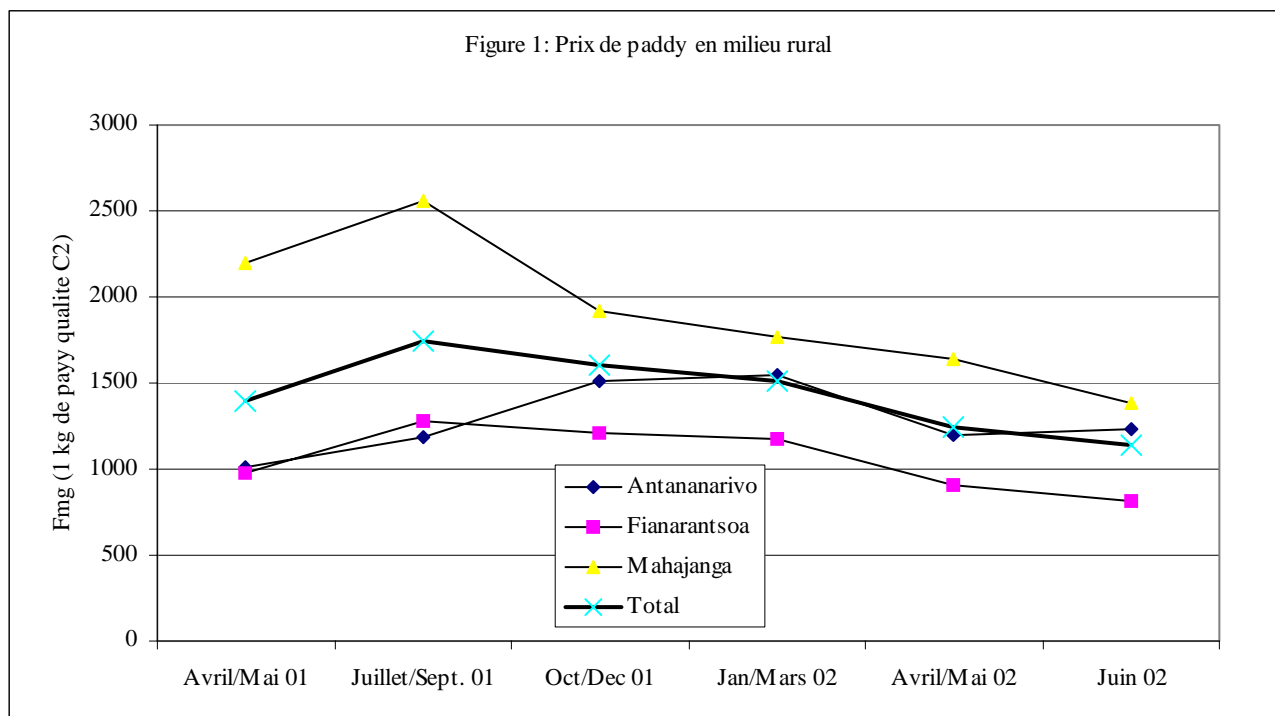
		Pourcentage de la production de riz exporté en dehors de la Commune (%)		Quantité commercialisée par rapport à 2001 (%)
		pour 2001	pour 2002	
Régions importatrices de riz en soudure	Antananarivo	26	22	-10
	Fianarantsoa	40	33	-42
	Mahajanga	39	23	-37
	<i>Ensemble</i>	<i>34</i>	<i>25</i>	<i>-28</i>
Régions non importatrices de riz en soudure	Antananarivo	47	43	+05
	Fianarantsoa	54	53	-20
	Mahajanga	56	46	-25
	<i>Ensemble</i>	<i>53</i>	<i>49</i>	<i>-18</i>
<i>Ensemble des 3 provinces</i>		<i>39</i>	<i>32</i>	<i>-24</i>

Schéma 3 : La quantité commercialisée a augmenté dans certaines régions à cause du besoin additionnel en liquidités pour les paysans dû aux prix plus élevés des PPN.

Toutefois certaines Communes rurales font exception sur les schémas précédents : les paysans ont augmenté la part de leur production agricole commercialisée pour qu'ils puissent disposer des ressources nécessaires à l'achat des PPN, dont les prix ont flambé.

De plus, le fait que le prix du paddy ait augmenté par rapport à l'année dernière dans la province d'Antananarivo a favorisé la commercialisation dans certaines zones de production. Les régions concernées sont celles éloignées de la ville d'Antananarivo. En ne considérant que ces régions, les revenus agricoles ont augmenté par rapport à l'année dernière.²

² Par exemple, à Ankazobe, le revenu agricole a augmenté de 31% et le surplus commercialisé de 25%. Pour Soavinandriana, la Commune d'Ampefy – producteur de haricot – a marqué une hausse de 10% du revenu agricole et de 15% de la quantité de production agricole vendue.



D'autre part, dans ces régions, le nombre de collecteurs n'a diminué que dans de rares cas ; en général, les paysans ont pu vendre leurs productions car à défaut de la situation de quasi-monopole des grands collecteurs habituels, le nombre de petits collecteurs a apparemment augmenté. L'effet à terme de cette stratégie de commercialisation sera l'arrivée précoce de la période de soudure par rapport aux autres années.

2.2. Changements des prix

Comparé à 2001, les prix ont enregistré une baisse substantielle quoique variable selon les provinces.

Le niveau plus bas des prix appliqués au producteur a entraîné la baisse des revenus agricoles. Ainsi pour plus de la moitié des Communes visitées, la situation du prix au producteur est devenu 'problématique' depuis le début de la crise politique (Tableau 5).

Tableau 5 : Pourcentage des Communes où prix des produits agricoles aux producteurs problématiques (en baisse) depuis la crise (%)

	Secteur agricole	Secteur élevage
Antananarivo	41,6	8,3
Fianarantsoa	87,5	75,0
Mahajanga	58,0	50,0
Ensemble	62,5	43,2

Quant au riz, la figure 1 montre que le prix du paddy a diminué de 20% comparé à la même période de l'année dernière. La province d'Antananarivo semble la moins touchée concernant les prix. En effet les zones rurales d'Antananarivo ont enregistré une hausse du prix

du paddy de l'ordre de 22% cette année par rapport à 2001. Les provinces de Fianarantsoa et Mahajanga ont plus souffert de cette baisse des prix car l'exportation vers la capitale a été réduite de manière drastique, voire rendue impossible. Les rares collecteurs qui sont arrivés sur place ont donc fixé les prix à un niveau assez bas.

Pour le secteur élevage, on a relevé une situation problématique pour les prix des produits d'élevage dans 8% des Communes en 2001. Ce pourcentage a augmenté à 62% depuis la crise politique pour les mêmes raisons que dans le secteur de l'agriculture.

3. Impact sur la main d'œuvre agricole

La réduction de la mobilité des personnes et la diminution du revenu agricole ont aussi perturbé le marché de travail agricole. Il est estimé que le recours à la main-d'œuvre agricole salariée a baissé d'environ un quart par rapport à son niveau de 2001 (Tableau 6). La province de Mahajanga subit la plus forte baisse, comme elle est celle aussi où la baisse des revenus monétaires agricoles est la plus marquée. La province d'Antananarivo a connu la baisse la plus faible.

Tableau 6 : Perception du changement dans l'utilisation de la main-d'œuvre agricole salariée entre 2001 et 2002 (%)

	Taux de croissance (%)
Antananarivo	- 9,8
Fianarantsoa	-23,5
Mahajanga	-37,0
Ensemble	-23,2

3.1. Changement de l'utilisation

a. Le recours à la main-d'œuvre salariée a été réduit de manière à diminuer les dépenses monétaires.

Comme le besoin de liquidités s'est accru en raison de la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité et comme les revenus sont plus faibles à cause des prix au producteur plus bas, les paysans ont réduit leurs dépenses monétaires allouées aux salaires des travailleurs agricoles, dans la mesure où la main-d'œuvre familiale peut se substituer à l'offre de travail extérieure.³

b. L'utilisation de la main-d'œuvre salariée a diminué à cause des problèmes de moyens de transport des travailleurs.

La migration saisonnière a été fortement perturbée cette année. On notera particulièrement, concernant les trois provinces de l'enquête, l'insuffisance de main-d'œuvre à laquelle la province de Mahajanga a dû faire face lorsque les barrages ont été érigés.⁴

3.2. Changement des salaires

En général, le niveau du salaire agricole est resté stable par rapport à 2001. Toutefois, de légères disparités régionales subsistent. Les salaires ont augmenté dans la province d'Antananarivo en raison des conditions plus favorables à la commercialisation des produits, sans la concurrence des autres provinces. Mahajanga a observé une baisse du niveau des salaires agricoles due à la réduction des échanges inter-régionaux tant en termes de produits qu'en termes de main-d'œuvre agricole. Les salaires sont restés stables à Fianarantsoa car la majorité des activités agricoles de cette province est assurée par la main-d'œuvre locale.

³ A cause du barrage entre Mahajanga et Antananarivo, plus aucun collecteur n'est venu pour acheter le riz dans le Nord de Mahajanga. Cette situation coïncidant avec l'ouverture de la campagne de vanille dans les régions de la SAVA (province d'Antsiranana) proches, il en résulte un fort mouvement migratoire, et notamment un déplacement de main-d'œuvre. En effet, la main d'œuvre locale ne pouvant plus être payée à un niveau suffisamment attractif pour la récolte du riz, va aller trouver du travail jugé plus rémunérateur pendant la campagne de vanille à Antsiranana.

⁴ Ainsi la culture de tabac dans le fivondronana de Maevatanana, qui se trouve en position de demandeur de main-d'œuvre, a été compromise. Près de la moitié de la main-d'œuvre saisonnière attendue seulement a pu rejoindre ce fivondronana à cause de la hausse du coût de transport. Les superficies mises en culture ont donc été réduites. L'impact sera visible à la prochaine récolte avec une faible production, entraînant une baisse des revenus des producteurs.

4. Effets sur la production future

Les difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles ont augmenté. L'impact sera une baisse du rendement pour les cultures de contre-saison.

L'acheminement des intrants pour les cultures de contre-saison, qui ont débuté après la récolte de riz de avril-juin 2002, a été fortement dérangé en raison des problèmes de transport. A titre d'exemple, la moyenne du prix du kilogramme de NPK a doublé entre avril-mai 2001 et la même période pour 2002. Comme conséquence, on constate une baisse de l'utilisation des intrants agricoles tels engrais, insecticides et pesticides.

L'impact sera une baisse du rendement pour les cultures de contre-saison. Le tableau 7 illustre cette situation et met en exergue l'importance de l'enjeu dans la province d'Antananarivo, cette province étant la zone de prédilection pour les cultures de contre-saison. Mais l'impact le plus important sera senti au niveau des cultures industrielles où l'usage des engrais minéraux est plus intensif.

Des problèmes au niveau d'infrastructure ont aussi été rencontrés. Par exemple, des problèmes au niveau des systèmes d'irrigation motorisés sont apparus en raison du manque de carburant pour faire fonctionner les pompes à eau dans la région de Marovoay, un des greniers à riz de Madagascar.

Pour le secteur élevage, on a observé également le même phénomène au niveau du secteur élevage : hausse des prix des produits vétérinaires, d'où probablement une diminution des usagers. Le manque de vétérinaires a été aggravé par les circonstances de crise (problème de transport et de sécurité). Par ailleurs, certains produits vétérinaires requièrent l'existence de conditions de conservation particulières. Dans le cas où la mise en marche des systèmes de réfrigération ont nécessité l'usage de carburant, la conservation des produits s'est avérée impossible.

Les effets prévisibles de cette situation sont : (1) une baisse du rendement agricole de contre-saison, voire une baisse de la production car des agriculteurs se sont abstenus de réaliser des cultures de contre-saison cette année ; (2) une augmentation de l'incidence des maladies phytosanitaires et des cas d'épizooties.

Tableau 7 : Disponibilité, prix et utilisation des intrants agricoles : pourcentage de réponses « situation problématique » (%)

	2001	Depuis la crise
<i>Disponibilité et prix des intrants</i>		
Antananarivo	45,8	78,3
Fianarantsoa	4,2	37,5
Mahajanga	20,8	37,5
Ensemble	23,6	50,7
<i>Utilisation des intrants agricoles</i>		
Antananarivo	45,8	69,5
Fianarantsoa	0,0	16,6
Mahajanga	20,8	29,2
Ensemble	22,2	38,0
<i>Disponibilité et prix des produits vétérinaires</i>		
Antananarivo	45,8	69,5
Fianarantsoa	0,0	16,6
Mahajanga	20,8	29,2
Ensemble	22,2	38,0

Conclusion

Les impacts de la crise sur les secteurs agricole et de l'élevage se reflètent au niveau de deux grands points : une réduction du revenu monétaire agricole au niveau des producteurs et une diminution de la main-d'œuvre agricole salariée. De plus, la difficulté progressive de l'approvisionnement en intrants agricoles et produits vétérinaires peut s'avérer particulièrement néfaste pour la production future. Même si des effets immédiats se sont déjà manifestés et ont pu être quantifiés, nul doute ne subsiste quand au fait que des impacts se feront encore ressentir à plus long terme.

Références

Razafindravonona, J., Stifel, D., et Paternostro, S., Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999, Instat, Avril 2001.

ⁱ Ce programme est financé par l'USAID, Projet 'Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar', Cornell University, Cooperative Agreement No. 687-00-00-00093-00. Ce policy brief intègre l'étude sur "La crise politique: impacts économiques et sociaux et implications sur les politiques". Pour tout complément d'information, suggestions ou demande d'accès aux données, veuillez contacter le programme Ilo. Cette note a été préparée par Lalaina Randrianarison (Programme Ilo), Josiane Rarivoarivolemanana (Banque Mondiale) et Bart Minten (Programme Ilo).